

## خدمات الإدماج المهني مقابل الإقصاء الاجتماعي

د. المنجي حامد

- جامعة قفصة - تونس

**ملخص:** خدمات الإدماج المهني مقابل الإقصاء الاجتماعي. النقطة الأساسية لهذه الورقة تتمحور حول فكرتين أساسيتين: من ناحية سياسة مسار الدمج المهني وحيثيات التوظيف و من ناحية أخرى البطالة و تبعاتها العلائقية و الرمزية بين الفرد و المجتمع. مفهوم الدخل الأدنى للإدماج او الورقات الرابحة الممكنة التي تسهل الدمج المهني لصاحب شهادة أيا كانت و رقات شخصية - نبوغ/ شهادة معتبرة / نشاط و حيوية- او اجتماعية - رأسمال علائقي/شبكة اجتماعية- وهي النقطة المشتركة بين المبحثين اللذان سبقا ذكرهما و هي أيضا تقاطع يربط الإدماج بعكسه وهو الإقصاء. الحصول على الدخل الأدنى للإدماج يعني استغلال الوقت للقدرة على التطور العلاج السكن المستقل إحياء المشاريع و تأسيس شبكات اجتماعية و التفكير في المستقبل تنويع فرص الإدماج و القدرة على استغلالها وهي خطوة مهمة نحو الإدماج. الحصول على الدخل الأدنى للإدماج هو أيضا إضاعة لوقت الإنتاج خلق حالة من اللامبالاة في علاقة بالعمل توفر عدم القدرة على استغلال الفرص التملص وهي خطوة نحو الإقصاء. **الكلمات المفتاحية:** الإدماج المهني / الإقصاء الاجتماعي / البطالة / التشغيل / الخدمة الاجتماعية.

### Professional integration services and Social exclusion

#### Abstract:

The basic argument of this paper focuses on two main points: On the one hand, the professional integration path and the merits of employment policy. On the other hand, the phenomenon of unemployment and its relational and symbolic consequences between the individual and society. The concept of minimum income for integration or the winning possible papers that facilitate the professional integration of a qualified person (personal qualifications, genius, arguing certificate, discipline, social rank, social network...) is the common point between the topics earlier above and it is a junction that relates integration and exclusion as two opposite concepts.

Getting the minimum income for integration means exploiting opportunities for integration like medication, independent housing, reviving projects, the establishment of social networks, thinking about the future, the diversification of integration opportunities and the ability to exploit them. This is crucial for integration, but it means also wasting production time, creating a state of indifference in a relationship to work, the acquisition of an inability to take advantage of opportunities and evasion, and this leads towards exclusion

**Keywords:** integration services / social exclusion / employment / unemployment / integration social.

## Service d'insertion professionnelle face à l'exclusion sociale

**Résumé:** L'axe central de notre problématique s'articule autour de deux grands thèmes de recherche. D'une part, l'étude de perspective d'embauche et analyse de recrutement, d'autre part le chômage, ces contrecoups relationnels et symboliques entre l'individu (sujet/savoir) et la société (sujette/pouvoir). Le concept de Revenu Minimum d'Insertion (RMI) ou les atouts possibles qui facilitent l'insertion professionnelle d'un jeune homme quelque soit un atout personnel (précocité, motivation, diplôme...) ou social (capital relationnel, réseau social...), est le point commun entre les deux axes précédents et aussi un croisement qui joint l'insertion avec son antonyme : l'exclusion.

- Etre au Revenu Minimum d'Insertion c'est profiter de son temps pour se développer : se soigner, se loger indépendamment, mûrir ses projets, fonder des réseaux sociaux, penser à l'avenir, diversifier les occasions d'intégration et être capables de les exploiter ; c'est un pas vers l'insertion.

- Etre au revenu minimum d'insertion c'est aussi perdre son temps productif : se démotiver face au travail, se dévaloriser, être incapable de profiter des occasions, désengager ; c'est un pas vers l'exclusion

**Mots clé :** l'insertion professionnel / l'exclusion social / l'emploi / le chômage / le service social.

L'axe central de notre problématique s'articule autour de deux grands thèmes de recherche. D'une part, l'étude de perspective d'embauche et analyse de recrutement, d'autre part le chômage, ces contrecoups relationnels et symboliques entre l'individu (sujet/savoir) et la société (sujette/pouvoir).

Le concept de Revenu Minimum d'Insertion (RMI) ou les atouts possibles qui facilitent l'insertion professionnelle d'un jeune homme quelque soit un atout personnel (précocité, motivation, diplôme...) ou social (capital relationnel, réseau social...), est le point commun entre les deux axes précédents et aussi un croisement qui joint l'insertion avec son antonyme : l'exclusion.

- Etre au Revenu Minimum d'Insertion c'est profiter de son temps pour se développer : se soigner, se loger indépendamment, mûrir ses projets, fonder des réseaux sociaux, penser à l'avenir, diversifier les occasions d'intégration et être capables de les exploiter ; c'est un pas vers l'insertion.

- Etre au revenu minimum d'insertion c'est aussi perdre son temps productif : se démotiver face au travail, se dévaloriser, être incapable de profiter des occasions, désengager ; c'est un pas vers l'exclusion.

### 1- Service d'insertion professionnelle : un droit / une faveur :

L'étymologie du terme service c'est de faire quelque chose dans l'intérêt d'autrui, c'est un acte destinée à aider gratuitement quelqu'un (service militaire). Dans ce cadre le service d'insertion est éclairci ; il s'agit d'associer, de faire entrer dans un groupe, de devenir ressemblant, et également de rendre entier, de refaire, de réparer (1)\*. L'insertion professionnelle est en relation avec la notion de citoyenneté pratique (2)\* qui n'est pas un statut uniquement symbolique mais aussi une action pratique, par ce qu'elle consiste « à prendre pied dans la société en faisant corps avec ses semblables pour défendre sa propre vie, manifester son indépendance et tirer personnellement profit de

son adhésion à l'ensemble social» (3)\*. Toutefois, dans notre société, c'est le travail qui est au centre de cette citoyenneté pratique, dans la mesure où il est l'un des cadres sociaux intégrateurs, qui permet aux individus de participer à la vie collective. Les acteurs locaux pensent ainsi à aider les jeunes à participer dans la vie locale, ce qui est injuste car la participation "est une étape de la citoyenneté active, celle où la collectivité reconnaît la personne comme une cellule vitale de sa propre existence et en conséquence, lui permet de se découvrir lui-même dans l'intégralité de sa responsabilité et à la construction de la société. En effet la citoyenneté est "un processus d'acquisition" d'une appartenance légale et par corrélation l'emploi aussi apparaît comme un droit pour assurer la "citoyenneté pratique".

Toutefois, malgré les contraintes du marché économique, le rôle de l'Etat reste important au niveau de l'insertion professionnelle. Par ses interventions, l'Etat favorise le service d'insertion et contribue à soutenir, à réglementer (réglementation du travail, fixation du salaire minimal, organisation des concours de recrutement..) et à orienter le marché de l'emploi afin de s'adapter d'une part avec le nouveau contexte international, et d'autre part avec les exigences locales.

Mais de l'autre côté, les prédispositions personnelles semblent être à ce niveau là indispensable. Ainsi, la compétence et la motivation vont de pair, et la socialisation - comme étant une action de transmission de valeurs morales, aussi bien qu'un développement d'une certaine représentation face à la vie sociale et au monde de travail - semble également être d'une importance particulière.

En ce sens, les entreprises et la société doivent s'adapter avec les nouvelles contraintes. Or, cela prend du temps et une partie croissante de la population en subit les effets négatifs : elle s'affaiblit et se retrouve parfois exclue de la société, ce qui nous permet de dire que ces phénomènes ne proviennent pas d'un "paradis social perdu", ce sont la conséquence d'un changement extrêmement rapide, d'une densité de la population inactive, ce qui renforce l'idée du partage de la responsabilité de l'insertion professionnel entre deux acteurs sociaux : secteur public / secteur privé.

Il semble qu'il n'y a pas de solution miraculeuse pour répondre au ralentissement de la croissance au niveau du champ d'emploi sans comprendre le degré de l'intervention de l'Etat et "l'esprit de l'initiative" face au problème de chômage. Le combat contre l'exclusion sociale passe donc par les actes et non pas par des formules magiques inapplicables.

## 2- Insertion professionnelle : nature et contexte :

L'insertion c'est l'ensemble des mesures sociales visant à lutter contre la marginalité (4)\*; c'est l'action d'embaucher notamment ceux qui sont aptes de travailler pour ne pas être à la marge du système social. Le service d'insertion a connu deux grands moments en France :

- La fondation du Revenu Minimum d'Insertion en 1988.
- La loi d'orientation contre les exclusions du 29 juillet 1998.

1-Dans les années quatre-vingt, les services d'insertion par l'activité socio-économique ont pour objectif de donner un travail aux personnes en condition

d'exclusion; l'objectif étant de leur aider; à terme; d'accéder durablement au marché de l'emploi. Cette étape transitoire entre le chômage ou la vie inactive et l'emploi ou la vie active est appelée la fonction de "sas" (5)\*.

Cette fonction semblable avec la méthode suivie pour aider à l'insertion professionnelle appelée " le revenu minimum d'insertion" (6)\*, a à la fois un appui social et un "biais" de réadaptation, pour permettre à chacun de mener une vie estimable pour subvenir aux exigences de la dignité humaine. Les bénéficiaires du RMI sont essentiellement les individus ayant une activité professionnelle, mais se trouvant toujours sans emploi parce qu'ils ne sont pas considérés comme employés permanents. Le RMI est devenu, de fait, un simple "minimum social". On le comprend aisément : le revenu minimum d'insertion professionnelle donne accès au minimum d'intégration sociale, il comprend une prise en charge individuelle, un suivi dans l'insertion, afin que le bénéficiaire ne soit pas seul face à ces difficultés, qu'elles que soient sociales ou professionnelles.

2- Malgré l'amélioration de la fin des années quatre-vingt-dix; la communion des jeunes en difficulté s'est élargie ces dernières années et une catégorie grandissante de personnes incapables de s'adapter aux formes actuelles de travail (travail à temps partiel, travail précaire, flexibilité de l'emploi...etc.) s'amplifie. Cette désocialisation rassemble l'absence de logement, maladies non soignées, divorce, dépression, surendettement...etc., et oblige la loi d'orientation contre les exclusions. Il convient alors de lutter contre toutes les causes de perte d'emploi et aussi contre les problèmes de santé mentale, qui entraînent tous des phénomènes d'exclusion. L'insertion désigne donc un choix de services différents visant à lutter contre différents facteurs d'exclusion. La première phase connaît l'éclatement du taux de chômage qui a fait réapparaître la misère à une échelle sans précédent depuis la période de prospérité des trente glorieuses (7)\*. Quant à la deuxième phase, elle correspond au mouvement des chômeurs de l'hiver 1997/1998 et l'action de Geneviève de Gaulle-Anthonioz, présidente d'aide à toute détresse quart-monde (8)\*. Ces deux phases ont permis le vote de la grande loi d'orientation contre les exclusions. Cette loi comporte l'accès à l'emploi, le droit au logement et à l'habitat, l'accès aux soins et à la santé, et le surendettement.

### 3- L'intention de service d'embauche :

Les études de recherche étudiant les processus d'insertion marquent plusieurs défis au niveau des critères d'embauche, notamment en ce qui concerne les personnes ayant une carence intellectuelle ou un diplôme in considérable avec un retard scolaire massif et d'éventuels troubles de la personnalité et du comportement, :

- Les modes de recrutement font recours aux annonces dans les journaux, les bureaux publics de recrutement, les concours organisés par les institutions et les entreprises, le capital relationnel et les réseaux sociaux (9)\*, les stages dans le cadre de formation professionnelle, etc.
- Les étapes de sélection au cours de recrutement, l'étape la plus fréquente est l'entretien pour savoir le degré de motivation, puis l'étude de dossier et les tests

de recrutement viennent respectivement en dernier ordre pour que le candidat tienne sa tâche officiellement.

- Les critères d'embauche, malgré leurs diversités, sont relativement définitifs dans la vie active, mentionnant par exemple la motivation du candidat, son expérience (dans son histoire) personnelle qui leur fournit le savoir-faire, sa référence et son capital relationnel et ses atouts sociaux.
- le recours aux aides gouvernementales; vue les stages d'initiation à la vie professionnelle, ou exonération des cotisations sociales, inscrit en formation complémentaire (fonds 21-21), une expérience par contrat que ce soit à durée déterminée ou à durée indéterminée, contrat pour un stage d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), ou mission temporaire. Mais malgré les critères de l'insertion sont relativement énormes notamment le salaire, taux de chômage par le pourcentage de chômeurs dans la population active, précarité/stabilité, statut (CSP), taux de mobilité professionnelle; les jeunes diplômés restent incapables de créer "le minimum" des atouts qui leurs permettent de garantir leurs avens professionnels. Pour la simple raison celle de forte progression des demandes d'emploi des diplômés et de l'autre côté l'affaiblissement du taux d'insertion. Pour subvenir à leurs besoins, les jeunes exercent généralement des activités souvent précaires, lorsqu'ils n'ont pas recours à l'aide de leurs parents et pourtant le travail constitue une assise indispensable dans la construction identitaire de l'individu, ce qui nous permet de dire que l'amélioration de l'employabilité ne se fera que par l'adaptation des profils aux besoins des entreprises et des institutions en qualification et compétence et par la collection du maximum d'information sur le processus d'insertion. En France depuis 1982 un "service d'insertion" sous forme d'un bureau installé dans les établissements pour compléter le travail effectué en direction des entreprises de la région pour organiser des stages et faciliter l'insertion professionnelle des jeunes de l'établissement à la vie post-diplôme

#### **4- L'exclusion : entre causes et effets :**

Si on considère le travail comme la norme dominante, et qu'il est enchanté, au sens où il exerce sur nous un "charme" donc nous sommes aujourd'hui prisonniers (10)\* par ce que être hors travail; c'est être hors norme. Pour ces causes, l'exclusion sociale (11)\* concerne par définition des individus démunis de ressources donc n'occupant pas d'emploi rémunéré c'est être à la marge de l'action social. Ainsi le bénéficiaire de cette allocation se trouve "hors norme" et se repère comme exclu. La situation de l'exclu peut donc être perçue comme stigmatisant. Le revenu minimum d'insertion devient ainsi "salaire de l'exclusion" (bourse de chômage (12)\*) aux yeux de la société. C'est sans doute ce qui est en fait un dispositif inadéquat aux yeux des jeunes interrogés (stigmatisés socialement), et par la suite c'est la figure du "chômeur paresseux" qui est potentiellement antisocial (13)\*, dangereux pour le maintien de la paix sociale et paresseux au sens culturels, en même temps qu'il symbolise une certaine "déchéance sociale" et par la suite c'est la figure du légendaire "vagabond". Même si l'explication est partielle à ce point là, Le chômeur est un handicap, non dans son sens médico-social mais dans une acceptation sociologique ou l'handicap apparaît comme stigmaté, c'est-à-dire comme un ensemble de caractéristiques à connotation défavorable, servant, dans la relation sociale, à caractériser certaines personnes ou certains groupes. L'inadaptation de ce

point là renvoie à un statut de mineur "d'incapable". Le portrait de l'individu s'avère ici tout à fait intéressant ce qui affirme l'importance de l'environnement social dans la production sociale de ce stigmaté. L'espace familial est essentiellement constitué par les parents et le réseau relationnel dans le sens étendu de la famille qui forment le principal "réservoir" de sociabilité (14)\* et de soutien et qui représentent "le groupe de référence" et semble la première source de soutien émotionnel mais les amis sont la deuxième source d'aide, cette sociabilité amicale peut être reliée à des éléments du passé par référence à la vie universitaire. Mais les jeunes qui considèrent leurs familles comme source principale de soutien, vivent dans des familles ayant un niveau socio-économique plus élevé et qui n'avaient pas des problèmes sociaux. A partir de ce constat, il est évident que la faiblesse des "espèces des capitaux" (15)\* que ce soit économique, relationnel, symbolique, etc. constitue un "frein" important pour l'accès à cette forme des atouts. Même si l'explication est partielle, en milieu social complexe, les jeunes adultes sont confrontés à la nécessité de développer et d'exploiter leurs habilités relationnelles et technique, quel que soit le soutien dont-ils disposent par ailleurs de la part de leurs familles ou de professionnels, pour plus de chance dans l'action d'insertion. Ce qui explique les inégalités des chances entre les jeunes en milieu urbain et les jeunes en milieu rural. En plus les défis sont énormes par ce que rares sont ceux qui ont accès à un logement personnel, plus rares encore sont ceux qui vivent ou qui ont vécu en couple, peu de jeunes participent à des activités culturelles, sportives ou de loisirs. Autrement dit, l'accès à l'emploi passe essentiellement par la possibilité d'avoir un logement, de participer à la vie sociale, et de vivre au cœur de la société. Le récit que font les jeunes de leurs parcours d'insertion permet donc de sentir l'importance du contexte environnemental dans la formation des différents modes de socialisation. Dans ce contexte de recherche où prédomine l'idée de travail et de l'insertion professionnelle; la question de l'identité serait donc irrévocable et à partir de l'ouverture théorique de Goffman (1975), on repère que les difficultés, et - pour certains - la souffrance proviennent en fonction du milieu socioprofessionnel et de ces exigences diverses, de la disjonction, de l'inadéquation possible entre identité pour soi et identité pour autrui. Nous pouvons percevoir ainsi comment des éléments structurels et des éléments relationnels entrent en adéquation ou en conflit avec des dimensions identitaires souvent personnelles pour renforcer le chômage et "assurer l'exclusion" (stigmatisation sociale) (16)\*. Ce qui montre comme face cachée que l'insertion professionnelle dépend d'un type de socialisation se présente comme étant un anti-virus qui garantit la vie professionnelle par excellence.

##### **5- L'exclusion : un effet incontournable dans les contextes modernes**

L'exclusion est une réalité sociale commune à une population "délicate" en situation de précarité (17)\*, constituée de personnes sans emploi, de personnes dont l'emploi est difficile. Le chômage de longue durée touche un nombre de plus en plus élevé de personnes tant et si bien que le marché du travail tend à devenir de plus en plus un marché d'exclusion. Cela conduit d'ailleurs un certain nombre de jeunes sur un chemin qui les mène "dans une situation d'anomie (18)\* et de vide social, manque de ressources suffisantes, mais aussi culturelles, faiblesse de projets auxquels ils doivent se raccrocher.

Ce fort taux de chômage est un problème à la fois socio-économique préoccupant, dans la mesure où il s'accompagne d'un développement de la précarité, de la pauvreté et de l'exclusion par ce que l'ampleur du phénomène menace l'ensemble du système de protection sociale comme exemple l'assurance chômage, maladie et vieillesse, RMI, structure familiale, insertion des jeunes, etc. Et aussi un phénomène d'augmentation du nombre de personnes en situation de précarité, exerçant une activité à temps très réduit. En général de petits emplois insuffisants pour subvenir à leurs besoins essentiels. Dans ce cadre l'une des causes essentielles est l'exclusion sociale, en insistant sur le fait que ces jeunes sont soumis au "temps mort", décalé par rapport au monde du travail. Ce temps caractéristique de la vie des jeunes auquel s'ajoute la solitude, les amenant à chercher la présence d'autres jeunes qui vivent la même situation qu'eux. Il faut reconnaître que les jeunes ont l'impression d'être rejetés par les cadres sociaux, et ils ont intériorisés cette image de l'exclu inadapté aux normes de fonctionnement qu'impose le système. Lorsqu'on est exclu de la consommation commerciale, culturelle, de l'école et de la vie imposée par la société, on se sent inutile. La nécessité d'une grande loi contre l'exclusion est alors affirmée en 1987 par le père Wresinski, fondateur ATD quart-monde dans son rapport au conseil économique et social sur la "grande pauvreté et la précarité économique et social". Le programme national d'action en faveur de l'emploi (PNAF), décidé à l'issue du sommet européen de Luxembourg en novembre 1997 comme acceptation un "nouveau départ" de la loi d'orientation contre les exclusions. Cette loi institue des délais et des circuits d'information avant l'intervention du juge, dans le but de mobiliser les services sociaux et les fonds de solidarité pour aider le locataire évanouissant à faire face à ces obligations. Le droit au logement et à l'habitat se fonde donc sur le constat que la perte du logement est un problème qui concerne le stade ultime du processus qui conduit à la grande exclusion. La loi d'orientation contre l'exclusion appelle notamment tout chômeur âgé de 16 ans à 25 ans atteignant six mois de chômage, et à tout adulte au chômage depuis plus d'un an auront droit à un accueil, à un bilan de compétence et à une orientation professionnelle, éventuellement suivie d'une formation ou d'un appui personnalisé.

### Conclusion :

L'embauche professionnelle garde beaucoup des défis de la part du diplômé et de la part des contraintes du marché du travail. Le chômage dispose aussi plusieurs déroulements notamment quand l'individu se sent qu'il soit exclu de l'action social et de la citoyenneté pratique. Pour réduire les effets néfastes de l'exclusion il suffit de suivre un récent chemin de "socialisation professionnel" qui se base sur "l'esprit d'entreprendre" et la manière de créer un capital a tout niveau pour être acteur social et sauver de se quand appel la marginalité

**Bibliographie :**

- \* 1- Corbillon, Michel et Chatenoud Arnaud : le devenir de jeunes adultes déficients intellectuels. Esprit critique. Vol4. N 7. juillet 2002. (Consulté sur Internet : [www.espritcritique.org](http://www.espritcritique.org))
- \* 2- nous nous référons aux analyses de Bellefsen et Jhamel : il y a ce qu'ils appellent la citoyenneté abstraite et la citoyenneté pratique.
- \* 3- Ellefsen et hamel : in : Emmanuel Jovelin : la jeunesse en difficulté : une citoyenneté tronquée. Le quartier, la politique, l'avenir. Esprit critique, vol4, n7, juillet2002. (Consulté sur Internet : [www.espritcritique.org](http://www.espritcritique.org)).
- \* 4- une situation d'une personne mise à l'écart de la partie active de la société.
- \* 5- pièce dotée de deux portes étanches permettant le passage entre deux milieux dont les pressions sont différentes.
- \* 6- le RMI est une allocation créée en France en 1988 versée aux personnes les plus démunies percevant des ressources inférieures au revenu minimum fixée chaque année par le gouvernement (rentes, prestations familiales, indemnités de chômage, pensions alimentaires...). Ce dispositif, qui prolonge le droit au chômage, s'inscrit dans une politique sociale visant à lutter contre l'exclusion.
- \* 7- Jean Fourastié : Les trente glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975, Paris, Hachette, 1985. (Voir aussi. Philippe Tétart : « Les trente glorieuses » in : La France et les français. Sous la direction de Jean-François Sirivelli et Daniel Couty, Paris, Armand Colin, 1999). Ce terme désigne la période de forte croissance économique et de bien-être social que connaissent les pays industrialisés entre 1945 et 1975 juste après la 2ème guerre mondiale, des débuts de la reconstruction au premier choc pétrolier. Cette prospérité s'est accompagnée de dispositifs remarquables : Plan Marshall, nationalisation, planification, etc.
- \* 8- ATD quart-monde : Aide à toute détresse quart-monde mouvement caritatif fondé 1957 à l'initiative du père Joseph Wresinski. Les activités de ATD quart-monde sont nécessairement sensibiliser l'opinion au problème de la pauvreté ainsi que des actions dans le domaine de l'éducation et de la formation (bibliothèque de rue, opération de soutien scolaire, club d'informatique, atelier de promotion professionnelle). (Quart-monde par analogie avec le tiers-monde, c'est la population cumulant tous les handicaps sociaux tant en matière d'accès au logement qu'à la santé et à l'instruction).
- \* 9- André Lévy : Psychologie sociale : Testes fondamentaux anglais et américains. Tome2. Dunod. Paris. 1978. pp 245-250.
- \* 10- Meda Dominique : le travail, une valeur en voie de disparition, alto aubier ; 1995 ; p 292.
- \* 11- Bignon Laurence : de l'insertion à l'exclusion : à chacun son RMI. Esprit critique. Vol 4. N 7. Juillet 2002. (Consulté sur Internet : [www.espritcritique.org](http://www.espritcritique.org)).
- \* 12- c'est l'exemple carrossable en France comme reconnaissance de citoyenneté.
- \* 13- Dalenda et Abdelhamid Larguiche : marginales en terre d'Islam. CÉRÈS. 1992.
- \* 14- Dubar, C : la socialisation : construction des identités sociales et professionnelles. Paris. Ed Armand Colin. 1991. p143.
- \* 15- P. Bourdieu : la reproduction. (Dans la mouvance de Durkheim, Pierre Bourdieu, en collaboration avec Jean-Claude Passeron, s'intéresse dans la reproduction éléments pour une théorie du système d'enseignement, à la transmission des valeurs culturelles au sein des classes sociales et notamment à la reproduction du modèle bourgeois via l'enseignement).
- \* 16- E. Goffman : les usages sociaux des handicaps. Ed de Minuit. Paris. 1975. (pour Erving Goffman la stigmatisation c'est toute action sociale s'apparente à une représentation sur une scène, ou l'acteur est contraint de maîtriser son image afin d'éviter de "perdre la face" vis-à-vis de ces partenaires dans l'interaction sociale).
- \* 17- les situations de précarité se multiplient. Il suffit parfois d'une fermeture d'usine pour que des individus bien intégrés basculent dans la pauvreté. L'écart entre les plus riches et les plus pauvres s'accroît.
- \* 18- E. Durkheim : de la division de travail social. (L'anomie résulte d'une carence de la réglementation, de la discordance entre les rôles assumés).